



## Actualités du RBUE – mars 2018 à mars 2019

Ce bulletin d'actualités du RBUE vous apporte une mise à jour sur le fonctionnement de la loi européenne sur l'exploitation forestière illégale, le Règlement Bois de l'Union Européenne (RBUE), de mars 2018 à mars 2019. À l'instar des éditions précédentes, celui-ci vous informe des actions menées par la Commission Européenne et les États membres de l'UE pour s'assurer de la bonne application du RBUE et vous fournit une mise à jour sur des réglementations internationales similaires.

Si vous souhaitez recevoir les actualités du RBUE par e-mail, merci de bien vouloir contacter: [forests-contact@clientearth.org](mailto:forests-contact@clientearth.org)

# 1. Le soutien de la Commission à l'application et à la mise en œuvre du RBUE

En octobre 2018, la Commission européenne a publié son rapport bisannuel sur la mise en œuvre du RBUE. En outre, la Commission a organisé des réunions du groupe d'experts sur le RBUE afin de partager des informations et des ressources entre représentants des États membres (ainsi que la Norvège et de l'Islande).

## Deuxième rapport bisannuel de la Commission européenne sur le RBUE

Le 5 octobre 2018, la Commission européenne a publié son deuxième **rapport sur la mise en œuvre du RBUE** couvrant la période allant de mars 2015 à février 2017. La Commission indique que presque tous les États membres se conforment aux exigences formelles du RBUE et que, pour la période de référence, le nombre de contrôles effectués et de sanctions appliquées en cas de violation du RBUE ont augmenté de façon significative.

Il apparaît qu'il existe des différences sensibles dans la mise en œuvre du RBUE, à la fois dans les niveaux de sanctions (administratives et/ou pénales) en cas de violations du RBUE et en ce qui concerne le nombre de contrôles effectués auprès des opérateurs. Le montant des amendes applicables en cas d'infractions au RBUE déterminé par la législation nationale diffère également d'un État membre à l'autre, allant de 14 euros à un montant illimité.

Au cours de la période considérée, un nombre important de contrôles a été effectué sur des opérateurs mettant du bois sur le marché de l'Union : plus de 17 700 contrôles portant sur des opérateurs commercialisant du bois national (UE) et près de 2 800 contrôles portant sur des opérateurs commercialisant du bois importé. Le rapport révèle toutefois que le nombre de contrôles exercés auprès d'opérateurs commercialisant du bois national varie considérablement d'un État membre à l'autre, passant de quelques milliers de contrôles à aucun selon les cas.

En ce qui concerne les rapports étayés, 14 pays ont indiqué avoir reçu des informations pertinentes de la part d'ONG. Sur les 80 opérateurs identifiés, 69 ont été contrôlés et 33 ont été sanctionnés.

Le rapport indique qu'une mise en œuvre inégale peut avoir des conséquences sur l'efficacité de la législation ainsi que sur l'équilibre de la concurrence entre opérateurs, et que des efforts sont encore nécessaires pour assurer une application uniforme et efficace dans tous les États membres.

## Document d'orientation de la Commission européenne sur la vérification de la légalité dans le commerce du bois

Le 19 octobre 2018, la Commission européenne a adopté un **document d'orientation sur la vérification de la légalité dans le commerce du bois**. Ce document explique comment évaluer la légalité du bois provenant d'espèces inscrites sur la liste de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) importé dans l'UE

## Consultation publique de la Commission européenne sur le champ des produits couverts par le RBUE

La Commission européenne a mené une consultation publique afin de déterminer si le champ des produits actuellement couverts par le RBUE devait être modifié et auquel cas, dans quelle mesure. Jusqu'à présent, l'annexe au RBUE n'a pas été modifiée. Les résultats de la consultation sont disponibles [ici](#).

## Consultation publique de la Commission européenne sur son projet « d'intensifier l'action de l'UE dans la lutte contre la déforestation »

Début 2019, la Commission européenne a organisé une consultation publique en vue d'élaborer une communication sur « [l'intensification de l'action de l'UE dans la lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts](#) ». L'adoption de la communication est prévue pour le deuxième trimestre de l'année 2019. En novembre 2018, la Commission a publié une « [feuille de route](#) » pour expliquer le problème de la déforestation et décrire les objectifs de cette initiative ainsi que les moyens de les atteindre.

## Présentations de la Commission européenne sur les contrôles menés par les autorités compétentes

La Commission européenne a publié deux présentations sur les contrôles effectués par les autorités compétentes et les mesures d'application prises durant les périodes allant de [juin à novembre 2017](#) [en anglais] et de [décembre 2017 à juin 2018](#) [en anglais]. Les rapports sont basés sur des données fournies par les autorités compétentes et compilées par le Centre mondial de surveillance de la conservation de la nature du PNUE (ci-après, UNEP-WCMC).

## Notes d'information de l'UNEP-WCMC sur la mise en œuvre du RBUE

L'UNEP-WCMC, sous contrat avec la Commission européenne, a continué de publier des notes d'information régulières sur l'évolution de la mise en œuvre et de l'application du RBUE. La dernière note couvre la période allant de [janvier à février 2019](#) [en anglais].

## Réunions du groupe d'experts FLEGT-RBUE

Au cours de l'année écoulée, le groupe d'experts FLEGT-RBUE de la Commission a tenu cinq réunions (18<sup>ème</sup> à 22<sup>ème</sup>), réunissant des représentants des États membres (ainsi que de la Norvège et de l'Islande) et de la Commission.

Les discussions ont porté sur la mise sur le marché de l'UE de bois provenant du Myanmar, du Brésil et d'Ukraine. Concernant le bois provenant du Brésil, le groupe d'experts a recommandé aux opérateurs de ne pas s'appuyer uniquement sur la vérification de documents, mais de prendre également des mesures d'atténuation du risque d'illégalité. Pour le Myanmar, le groupe d'experts a souligné la nécessité d'atténuer le risque d'illégalité, car le bois récolté au cours des années précédentes présente un risque élevé et les mélanges de matériaux demeurent très fréquents tout au long de la chaîne d'approvisionnement. En ce qui concerne l'Ukraine, la Commission rédigera un document de synthèse sur l'importation de bois, qui pourra être, le cas échéant, adopté par le groupe d'experts.

La prochaine réunion du groupe d'experts est prévue pour le 30 avril 2019.

## 2. Mise en œuvre du RBUE par les États membres

Le Royaume-Uni a achevé l'élaboration d'un Statutory Instrument, un instrument réglementaire qui vise à garantir le maintien des dispositions visant à lutter contre l'exploitation forestière illégale après le Brexit. En mars 2019, l'EIA a déposé auprès de l'autorité compétente allemande une plainte dans laquelle elle avance qu'une société allemande aurait acheté du bois récolté illégalement au Myanmar.

### Une entreprise britannique condamnée à une amende pour infraction au RBUE

En mars 2018, l'opérateur britannique Hardwood Dimensions (Holdings) Ltd a été **condamné à une amende de 4 000 livres Sterling pour avoir failli à son obligation de s'assurer que le bois qu'il avait mis sur le marché en provenance du Cameroun avait bien été récolté légalement** [en anglais]. La compagnie a été poursuivie en raison de failles dans son système de diligence raisonnée. Depuis, Harwood Dimensions a amélioré son système de diligence raisonnée et s'est soumis à un audit par une tierce partie, conformément aux conseils de l'autorité compétente et aux directives de la Fédération du Commerce du Bois du Royaume-Uni (Timber Trade Federation).

### Le Royaume-Uni a finalisé la “United Kingdom Timber Regulation” (UKTR)

Le Royaume-Uni a achevé l'élaboration d'un **Statutory Instrument** [en anglais], un instrument réglementaire sur le bois appelé « United Kingdom Timber Regulation » (UKTR). L'UKTR vise à garantir que les dispositions du RBUE continueront d'être applicables une fois que le Royaume-Uni aura quitté l'UE. Comme indiqué dans **l'exposé des motifs** [en anglais], les modifications nécessaires au RBUE comprennent « le remplacement des références à l'UE, aux institutions de l'UE et aux processus administratifs de l'UE par des équivalents britanniques ; la mise à jour les références juridiques pour faire référence à la législation britannique pertinente ; et le maintien de l'obligation pour le gouvernement d'effectuer des vérifications. »

### L'EIA a soumis un rapport étayé à l'autorité compétente allemande

L'autorité compétente allemande a été **saisie d'une plainte déposée par l'Environmental Investigation Agency** [en anglais], selon laquelle une société allemande aurait acheté du teck du Myanmar en violation du RBUE. La plainte fait suite à un rapport de l'EIA intitulé « **State of Corruption** » [en anglais], présentant les résultats d'une enquête de deux ans sur des importations illégales de bois en provenance du Myanmar.

### Des responsables de l'application des lois se réunissent pour une réunion de l'Application du Règlement Bois en Réseau d'Échange

Les réunions de l'Application du Règlement Bois en Réseau d'Échange – ARBRE (Timber Regulation Enforcement Exchange – TREE) rassemblent des représentants des États membres de l'UE, de l'Australie et des États-Unis chargés de l'application des lois dans le but de soutenir les efforts coordonnés visant à lutter contre le commerce de bois d'origine illégale.

La dernière réunion de l'ARBRE a eu lieu en mars 2019. Les sujets abordés comprenaient : l'insécurité juridique et les normes de diligence raisonnée pour le bois provenant du Brésil et de la Turquie ; les importations de bois en provenance de la République démocratique du Congo, du Honduras et de l'Extrême-Orient russe ; les efforts déployés par les organismes de certification pour améliorer la transparence, les nouvelles ressources pour appuyer l'évaluation des risques et les dernières technologies scientifiques d'authentification. Lors de cette réunion, ClientEarth a présenté son « **Forest Logbook** » [en anglais] – un nouvel outil en ligne sur la légalité du bois. Les documents de la réunion, y compris les résumés des présentations et des discussions, sont disponibles **ici** [en anglais].



### 3. Autres actualités européennes (UE) et internationales

Au sein de l'UE et au niveau international, plusieurs organisations et institutions se sont efforcées de résoudre le problème de l'exploitation forestière illégale. La question du commerce du bois avec l'Ukraine a fait l'objet de débats. En avril 2018, la Cour de justice de l'Union européenne a jugé qu'une augmentation de l'exploitation forestière dans la forêt de Białowieża constituait une violation du droit de l'UE.

#### Discussions sur les importations de bois en provenance d'Ukraine

En juillet 2018, Earthsight a publié un [rapport](#) [en anglais] sur la corruption et l'illégalité dans le secteur ukrainien du bois et sur les importations dans l'UE de bois illégal et à haut risque d'illégalité en provenance d'Ukraine. Le rapport révèle que 70 % du bois ukrainien est exporté vers l'UE et suggère que plus de 40 % de ce bois a été vendu ou récolté illégalement. Selon le rapport, la forme la plus courante d'abattage illégal est la coupe sanitaire illégale. D'autres méthodes consistent à couper en dehors des zones de récolte prévues ou à couper plus d'arbres que le nombre permis dans le plan de gestion forestière. Le rapport indique que le RBUE n'a pas empêché les acheteurs de s'approvisionner en bois récolté illégalement en Ukraine, et qu'une « partie du problème réside dans la loi elle-même et dans la manière dont elle est interprétée et appliquée. »

Les conclusions du rapport ont été discutées lors du 28<sup>ème</sup> Forum mondial sur la gouvernance forestière de Chatham House, où [Earthsight](#) [en anglais] et [State Forests of Ukraine](#) [en anglais] ont donné des présentations.

La loi ukrainienne sur la préservation des forêts et la prévention de l'exportation illégale de bois brut a été [modifiée](#) [en anglais] et est entrée en vigueur le 1er janvier 2019. La loi vise à assurer une meilleure gouvernance forestière et à minimiser l'exploitation illégale des forêts. En outre, elle [restreint la consommation intérieure de bois non transformé](#) [en anglais] et introduit également des amendes nettement plus élevées pour l'exploitation illégale des forêts. Cela fait suite à la [mission d'experts](#) [en anglais] qui a été menée par les services de l'assistance technique et l'échange d'informations de l'UE (Technical Assistance and Information Exchange – TAIX) pour évaluer la situation de la gouvernance dans le secteur forestier ukrainien.

#### Décision de la CJUE sur l'exploitation forestière à Białowieża (Pologne)

En mars 2016, Jan Szyszko – alors ministre de l'environnement – avait triplé les limites d'exploitation forestière dans la forêt de Białowieża en dépit des mises en garde formulées par des scientifiques selon lesquels une telle mesure serait très dommageable pour la forêt. En réaction, ClientEarth et six autres organisations ont déposé une plainte auprès de la Commission européenne. En juillet 2017, l'affaire a été portée devant la Cour de justice de l'UE.

En avril 2018, la Cour de justice de l'UE a statué que l'augmentation de l'exploitation forestière dans la forêt de Białowieża constituait une violation des directives « Habitats » et « Oiseaux ». Le jugement est définitif et la Pologne ne peut faire appel.

En mai 2018, le ministre polonais de l'environnement a accepté d'abroger l'un des deux permis d'exploitation forestière illégaux. Toutefois, en décembre, les médias ont révélé qu'une entreprise forestière appartenant à l'État envisageait de reprendre l'exploitation forestière commerciale dans la forêt de Białowieża. ClientEarth, en collaboration avec une coalition d'ONG, [a tiré la sonnette d'alarme](#) [en anglais] quant à des projets impliquant l'abattage de milliers d'arbres au cours des trois prochaines années.

#### La Commission européenne intente une action en justice contre le gouvernement polonais pour infraction au droit de l'UE

En juillet 2018, la Commission européenne a [engagé une procédure judiciaire contre le gouvernement polonais pour infraction à la législation européenne sur la nature](#) [en anglais]. La Commission a exhorté les décideurs polonais à veiller à ce que des garanties appropriées soient mises en place pour les forêts protégées. Cela fait suite à de récentes modifications apportées à la législation polonaise, qui permettent de réaliser des travaux forestiers destructeurs pour les plantes et les habitats vulnérables, en violation des directives “Oiseaux” et “Habitats”. La Commission a également reproché au gouvernement polonais de ne pas garantir l'accès du public à la justice pour les plans de gestion forestière, contrairement à la législation de l'UE sur la protection de la nature et en violation de la Convention d'Aarhus. Les autorités polonaises ont répondu à la lettre de mise en demeure en septembre 2018.

## **Rapport de Global Witness sur les importations de bois en provenance de la République démocratique du Congo**

En mars 2019, Global Witness a publié un [rapport](#) [en anglais] faisant état de graves inquiétudes quant à la légalité des opérations forestières menées par Industrie Forestière du Congo (IFCO), une société basée en République démocratique du Congo (RDC). Les allégations portent notamment sur des faits d'exploitation forestière en dehors de la zone de récolte autorisée, ainsi que sur des faits d'exploitation forestière poursuivie malgré la suspension des opérations de la société décidée par un gouverneur de province. Selon le rapport, au moins 10 entreprises européennes d'exploitation forestière basées en Pologne, en France, en Italie, en Belgique, en Espagne et au Portugal ont acheté du bois d'IFCO entre juin et octobre 2018. Le rapport recommande aux importateurs de bois basés dans l'UE d'exercer une diligence raisonnée adéquate et de se concentrer sur les risques spécifiques évoqués dans le rapport. Il recommande également aux autorités compétentes des pays de l'UE mentionnés d'effectuer des vérifications approfondies. [L'autorité compétente portugaise a annoncé qu'elle contrôlerait la société nommée dans le rapport](#) [en portugais].

## **Rapport de l'EIA sur les importations illégales de bois en provenance du Myanmar**

En février 2019, l'Environmental Investigation Agency (EIA) a publié un [rapport](#) [en anglais] présentant les résultats d'une enquête de deux ans sur des illégalités observées dans le commerce mondial du teck du Myanmar. Le rapport fait état de liens existant entre des représentants d'entreprises, des responsables corrompus, des politiciens et des criminels. Il décrit comment du teck de haute qualité a été mal classé et exporté illégalement, en particulier vers la Chine. Le rapport mentionne également les faiblesses du RBUE, notamment le manque de pouvoirs de perquisition prévus pour les infractions relatives à l'exercice de la diligence raisonnée et le fait que les dispositions essentielles ne s'appliquent qu'aux opérateurs qui mettent du bois sur le marché pour la première fois.

## **Système de certification par une tierce partie au Myanmar**

En août 2018, le comité de certification forestière du Myanmar (Myanmar Forest Certification Committee – MFCC) a officiellement lancé un système de certification par une tierce partie. Quatre organismes de certification (United Forestry Services, Nature Watch, Myanmar Forest Association et Double Helix Tracking Technologies) ont été sélectionnés pour délivrer des certificats de conformité à la légalité en vertu du système de vérification de l'origine légale du bois du Myanmar (Myanmar Timber Legality Assurance System). Des informations plus détaillées sont disponibles dans le [communiqué de presse de la MFCC](#) [en anglais].

## **Rapport de l'EIA sur le commerce de bois d'origine illégale provenant du Gabon et de la République du Congo**

En mars 2019, l'Environmental Investigation Agency (EIA) a publié un [rapport intitulé « Toxic Trade » concernant la mise sur les marchés américain et européen de bois récolté illégalement au Gabon et en République du Congo](#) [en anglais]. Selon le rapport, un groupe de sociétés d'exploitation forestière affiliées, le « Groupe Deja », était impliqué dans des infractions forestières, parmi lesquelles l'obtention illégale de concessions forestières, l'exportation de plus de 100 000 grumes excédant le quota d'exportation et

l'évasion fiscale. Le rapport indique que la mise sur le marché américain de milliers de tonnes de bois récolté illégalement s'est faite avec la complicité active d'une société importatrice américaine, identifiée dans le rapport.

## Déclaration de Katowice sur les forêts et le climat

Lors de la Conférence des parties (COP24) de décembre 2018 en Pologne, **69 pays** [en anglais] ont soutenu la déclaration ministérielle silésienne « **Forests for Climate** » [en anglais], dans laquelle ils se sont engagés à accélérer la mise en œuvre de mesures prises pour que la contribution des forêts et des produits forestiers à la réduction des gaz à effet de serre soit préservée et renforcée d'ici à 2050.

## 4. Publications et ressources

Au cours des trois derniers mois, de nombreuses publications et ressources ont été publiées. Vous trouverez ci-dessous une sélection de ressources et de publications qui visent à informer les parties prenantes à travers l'UE et au niveau international sur les progrès et les éléments clés liés au RBUE.

### Rapport de l'UNEP-WCMC sur l'interaction entre la CITES et le cadre RBUE/FLEGT

En mars 2019, la Commission européenne a publié un [rapport](#) [en anglais] préparé par l'UNEP-WCMC comparant les exigences visant à garantir la légalité du bois en vertu de la réglementation de l'Union européenne sur le commerce des espèces sauvages (European Union Wildlife Trade Regulations – EUWTR), du RBUE et du Plan d'Action FLEGT. Le rapport décrit les principales différences entre les obligations de diligence raisonnée en vertu du RBUE et la vérification de l'acquisition légale en vertu de la CITES/EUWTR. Il résume la principale différence comme suit : « les obligations de diligence raisonnée du RBUE tiennent compte d'un champ plus large de lois dans le pays de récolte et appellent une méthodologie plus complète que celle de l'EUWTR pour la vérification de la légalité. » Le rapport fait ensuite des recommandations pour harmoniser ces approches.

### L'ICNF a créé un site web pour aider au suivi de la mise en œuvre du RBUE

L'autorité compétente portugaise, ICNF (Instituto da Conservação da Natureza e das Florestas) – a [développé un nouveau site web](#) [en portugais] qui permet de visualiser de manière interactive des indicateurs facilitant le suivi de la mise en œuvre du RBUE.

### Analyse comparée : la loi sud-coréenne sur l'utilisation durable des espèces de bois et le RBUE

Le portail EU-FLEGT a publié une [analyse](#) [en anglais] comparant le RBUE et le South Korea's Act on the Sustainable Use of Timbers (loi sud-coréenne sur l'utilisation durable des espèces de bois). La comparaison présente les différences entre ces deux réglementations en termes de champ d'application, de mesures de conformité et de soutien à la mise en œuvre.

### Traduction de la loi japonaise sur le bois légal et comparaison avec d'autres lois sur l'exploitation forestière illégale

L'Agence forestière japonaise a publié une traduction officielle en anglais du [Clean Wood Act](#). La loi sur le bois légal vise à lutter contre les niveaux élevés de bois illégal vendus dans le pays. ClientEarth a développé un tableau avec des informations clés pour [comparer les lois japonaise, européenne, américaine et australienne](#) [en anglais].

### Rapport de l'EIA sur les faux permis CITES dans le commerce du bois de rose

L'EIA a publié un [rapport](#) [en anglais] sur des activités, enregistrées au Vietnam, d'importation et de réexportation d'une espèce de bois de rose (*dalbergia cochinchinensis*) en provenance du Cambodge, en violation de la Convention CITES. Le rapport affirme que l'autorité de gestion vietnamienne a sciemment accepté de faux permis CITES pour autoriser l'importation entre 2013 et 2015 de bois de rose, qui a ensuite été réexporté vers la Chine.

### La Commission des forêts du Ghana a lancé un portail sur la transparence du bois



Le nouveau [Ghana Timber Transparency Portal](#) [en anglais] a été lancé en mars 2018 par la Commission des forêts du Ghana, en collaboration avec Civic Response. Le portail fournit des informations publiques sur les permis d'exploitation forestière, les sociétés d'exploitation forestière et leurs zones d'opération, ainsi que sur les exportations de bois du Ghana.

## Étude DEVE sur la transparence et la responsabilité dans le secteur forestier des pays en développement

The European Parliament's Committee on Development (DEVE) published a study reviewing the state of [transparency and accountability in the forestry sector](#) in developing countries, focusing on contributions of EU actions and provisions. The study was based on Cameroon, Ghana and Tanzania. La Commission du Développement du Parlement européen (DEVE) a publié une [étude sur l'état de la transparence et de la responsabilité dans le secteur forestier dans les pays en développement](#) [en anglais], en mettant l'accent sur les contributions des actions de l'UE et les dispositions communautaires. L'étude se concentre sur le Cameroun, le Ghana et la Tanzanie.

## ClientEarth lance une plateforme juridique en ligne, le « Forest Logbook »

ClientEarth a lancé un nouvel [outil en ligne](#) [en anglais] sur les réglementations forestières en vigueur à travers le monde. Cet outil gratuit permet d'accéder librement à des informations juridiques neutres sur le secteur forestier, notamment sur la gouvernance des forêts. Le « Forest Logbook » renvoie à des ressources publiées par des organisations et institutions sélectionnées pour leur impartialité ou en vertu de leur statut officiel. ClientEarth invite les utilisateurs à transmettre toute nouvelle information ou mise à jour pouvant être ajoutée à la base de données, afin d'améliorer continuellement l'information disponible.

## Tableau de bord interactif de l'UE sur le commerce du bois

Un tableau de bord interactif sur le commerce du bois de l'UE [en anglais] a été créé par l'UNEP-WCMC, sous contrat avec la Commission européenne, pour accompagner un rapport analysant les modèles du commerce du bois et de ses produits dérivés à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union européenne entre 2006 et 2016.

## Guide WRI à l'intention des entreprises sur l'approvisionnement en bois légal

Le World Resources Institute (WRI), en partenariat avec le World Business Council for Sustainable Development (Conseil mondial des entreprises pour le développement durable), a publié une version actualisée de son guide à destination des entreprises « [Sourcing Legally Produced Wood, a Guide for Businesses](#) » [en anglais]. Ce document fournit des informations sur l'exploitation illégale des forêts et le commerce associé, les règles de passation de marchés privés ou publics, l'exploitation du bois dans les pays d'exportation, les interdictions d'exportation de grumes, ainsi que les réglementations des États-Unis, de l'UE et de l'Australie sur la légalité des produits ligneux.

## TRASE, nouvel outil de traçabilité de la chaîne d'approvisionnement

Le Stockholm Environment Institute et Global Canopy ont mis au point un [outil visant à améliorer la transparence des chaînes d'approvisionnement](#) [en anglais]. L'outil [Transparency for Sustainable Economies](#) (« Trase ») – transparence pour des économies durables – montre les liens entre les marchandises commercialisées à travers le monde et les lieux dévastés par la déforestation.



*La présente publication a bénéficié du soutien du Gouvernement britannique. Les informations exprimées dans le présent document relèvent de la responsabilité exclusive de ses auteurs et ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles du Gouvernement britannique.*